Les membres du conseil municipal sont convoqués à la séance du 11 mars 2019 à 20h00.

Verberie, les 5 mars 2019

Le Maire,
Michel Arnould

Procès-verbal des délibérations du conseil municipal du 11 mars 2019

L'an deux mille dix-neuf le onze mars à 20h00, le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Michel Arnould.

Présents : Ainesi Jean, Arnould Michel, Arnould Odile, Barbier Maria-Rosaria, Bommelaer Laurent, Brouillard René, Carpentier Annie, Claux Marie, Cournil Jean-Jacques, Flourey Patrick, Galczynski Nicolas, Lamy Christophe, Merlin Marie France, Pagnier Francis, Raguideau Cécile, Rahoui Ferroudja, Steffen Patrick.

Absents : Baroin Dolorès, Biez Michel, Fagot Edwige, Fourdrin Stéphanie, Lemerrier Jean-Claude, Rabbé Philippe, Sauvage Patrick.

Absents et excusés : Couillet Dominique, Dumont Laurence, Grobon Lysiane.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à : Dominique Couillet à Patrick Flourey, Laurence Dumont à Maria-Rosaria Barbier, Lysiane Grobon à Jean-Jacques Cournil.

Secrétaire de séance : Laurence Bommelaer.

Nombre de conseillers présents : 17

Nombre de votants : 20

Date de convocation : 5 mars 2019

Date d'affichage : 5 mars 2019

Election du secrétaire de séance

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide de nommer Monsieur Laurent Bommelaer aux fonctions de secrétaire de séance du conseil municipal.

Monsieur le Président de séance donne ensuite lecture de l'ordre du jour. Il soumet à l'assemblée le procès-verbal de la séance du 26 février 2019 qui est approuvé par les membres présents et représentés à l'unanimité.

Décision du maire n°01/2019

Dans le cadre de la délégation qui lui a été consentie par le conseil municipal, Monsieur le Président de séance rend compte de la décision qu'il a prise depuis la séance du 26 février 2019.

L'assemblée, après avoir entendu les explications du Président de séance, prend acte de la décision n°01/2019 concernant le marché de travaux relatif à la création d'un arrêt de bus avec la société Eurovia Picardie – Boulevard Henri Barbusse – BP 10064 – 60777 Thourotte cedex pour un montant de 55.338.27 € HT (66.405,92 € TTC) passé selon la procédure adaptée.

10-2019 - Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) – demande de subvention – château d'Aramont

Monsieur le Président de séance expose à l'assemblée que les demandes de subvention d'investissements pour l'année 2019 dans le cadre de la dotation de soutien local à l'investissement local (DSIL) doivent être adressées à la sous-préfecture.

Le dossier concernant le château d'Aramont : mise en conformité générale dont mise aux normes PMR, rénovation énergétique, travaux de restauration et de réhabilitation pourrait être présenté.

Le diagnostic effectué par le groupement Atelier Fridé et société IPH ayant relevé de nombreux travaux, cette opération de travaux de bâtiment sera fractionnée sur plusieurs années.

Une première tranche de travaux portant sur l'établissement recevant du public dénommé « ERP Château » estimée à 388.350 € HT pourrait être programmée en 2019.

Le conseil municipal, ouï l'exposé de Monsieur le Président de séance, après en avoir délibéré, à main levée, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- d'approuver le projet de travaux dont le montant est estimé à 388.350 € HT,
- de solliciter une subvention de l'Etat dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement local,
- de financer le montant de la dépense sur un crédit suffisant inscrit à l'article 2313 du budget de l'exercice 2019,
- de s'engager à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires à l'entretien de ces investissements afin d'en assurer la pérennité.

11-2009 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'habitat - PLUiH

Monsieur le Président indique que le calendrier prévoit une enquête publique en juin et l'entrée en vigueur du PLUiH fin 2019 – début 2020. Il est important de tenir ce calendrier car les Plans d'Occupation des Sols (POS) ne seront plus applicables à partir du 31 décembre 2019. C'est le cas de certaines communes de l'ARC et si ce calendrier n'est pas respecté, l'urbanisme de ces communes sera alors régi par le Règlement National d'Urbanisme (RNU) très limitatif.

Plusieurs échanges ont lieu autour du nombre d'habitants par logement à l'horizon 2029 qui est fixé à 2 dans le PLUiH. En effet ce nombre était encore sur l'agglomération de 2,2 en 2015 mais il ne cesse de baisser.

Monsieur Lamy considère que pour lui l'objectif de 72 logements dans les 6 prochaines années est faible car il indique que nous pouvons être confrontés à certains problèmes lorsque l'enveloppe est consommée. Monsieur le Président rappelle qu'il s'agit d'un objectif indicatif et qu'il sera toujours possible, le cas échéant, de revoir ces chiffres en liaison avec les villes centres de l'agglomération.

Concernant le classement en zone constructible d'une partie du quartier de la gare, Monsieur le Président indique qu'une partie de cette zone est en zone rouge (inconstructible) du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) actuel.

L'aléa de hauteur d'eau de la crue centennale évalué pour le futur PPRI, prévu pour entrer en vigueur courant 2021, est sur cette zone inférieur à 1 mètre, ce qui pourrait la rendre constructible à cet horizon. Elle est classée en 2AU sur le PLUiH.

Monsieur le Président précise que le PLUiH comporte une zone classée en NI2 au nord de la commune pour que le projet d'hébergement léger de loisir puisse voir le jour.

Monsieur Lamy indique qu'une étude d'impact sera nécessaire.

Monsieur le Président confirme qu'une étude d'impact devra être conduite par le porteur de projet.

Concernant le classement en zone A (Agricole) d'un établissement agricole rue de Saintines, Monsieur Flourey précise que c'est un privilège que les agriculteurs puissent construire leur habitat dans une zone classée agricole.

Monsieur Lamy indique que la commission d'urbanisme a ouvert le règlement à des projets innovants. Il ajoute qu'il faudra toutefois qu'ils soient validés par les architectes de bâtiments de France pour les zones en covisibilité du patrimoine inscrit ou classé. Monsieur le Président confirme en effet ces ouvertures (toits terrasses, matériaux utilisés...).

Monsieur Steffen demande la localisation des emplacements réservés.

Monsieur le Président indique les différentes zones.

Un échange concernant le carrefour des rues de paris, de la république, et Saint Nicolas et son voisinage, où le stationnement manque, s'engage.

Monsieur le Président indique que la municipalité restera très à l'écoute des observations des habitants qui remonteront lors de l'enquête publique.

Au moment de passer au vote, Messieurs Flourey et Lamy indiquent que l'opposition s'abstiendra. Il ne s'agit nullement d'une remise en cause du travail réalisé ni de sa qualité.

Monsieur Flourey et Monsieur Lamy s'abstiennent pour des raisons différentes concernant le zonage du secteur de la Main Fermée.

Monsieur Flourey rappelle les investissements réalisés sur ce secteur et dénonce l'attitude des services de l'État qui bloquent le développement économique sur cette zone qui bénéficie d'un atout considérable avec les infrastructures ferroviaires situées à proximité (possibilité de constituer des trains d'un kilomètre de long sur la gare de triage, ...).

Monsieur Lamy, indiquant un certain désaccord avec Monsieur Flourey reste partagé sur l'équilibre entre le développement économique et l'écologie. Il s'interroge quant à l'intérêt de maintenir du développement économique en raison de la faible surface qui reste. Il ajoute que sur les terres agricoles cultivées il n'y a plus de traces de vie contrairement à certaines zones d'activités économiques aménagées où la biodiversité se maintient sur les espaces verts et les parties arborées.

Monsieur le Président souligne que si la partie classée en IAUE est réduite, il reste la partie en 2AUE qui fera l'objet d'études complémentaires. Un emploi à proximité c'est à la fois de l'écologie et de la qualité de vie.

Monsieur Flourey et Monsieur Steffen dénoncent l'incohérence des classements de certaines zones humides.

Monsieur le Président, Monsieur Steffen et Monsieur Lamy soulignent que le travail très important réalisé en temps très contraint au sein de la commune s'est effectué en bonne entente dans une ambiance constructive. Ils remercient les services de l'ARC pour leur écoute et leur réactivité.

Monsieur Steffen et Monsieur Lamy regrettent le peu de participation du bureau d'études aux travaux de la commune.

Vu la délibération du 7 février 2019 prise par l'Agglomération de la Région de Compiègne, arrêtant le projet de PLUiH,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L. 153-15,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de l'ARC approuvé le 15 décembre 2012 et l'article L 143-14 CU applicable depuis la création de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Verberie approuvé en date du 22 octobre 2002 (procédure d'élaboration),

HISTORIQUE DE L'ELABORATION DU PLUiH DE L'ARC

- Le 26 septembre 2014, l'Agglomération de la Région de Compiègne a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat ;
- Approuvé le 12 novembre 2009, le Programme Local de l'Habitat (PLH) a été prorogé pour une durée de trois ans renouvelable le 20 novembre 2015 dans l'attente de l'approbation d'un PLUI valant PLH. Par ailleurs, la CCBA a prescrit l'élaboration d'un PLH le 15 décembre 2016.
- Le 24 mai 2017, le Conseil d'Agglomération a modifié la prescription initiale de l'élaboration du PLUiH pour élargir son périmètre aux six communes de la Basse Automne : Béthisy Saint-Martin, Béthisy Saint-Pierre, Néry, Saintines, Saint-Vaast-de-Longmont, Verberie ; ont à cette occasion été redélibérés, les modalités de collaboration avec les communes, d'une part, et d'autre part les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, qui sont décrits plus loin.
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, conformément aux termes de l'article L151-8 du Code de l'Urbanisme, a été débattu par le Conseil Communautaire le 16 février 2018, et par le Conseil Municipal de la commune de Verberie le 25 janvier 2018,
- Le 31 mai 2018, le Conseil d'Agglomération a approuvé l'application des dispositions issues du décret publié le 28 novembre 2015 à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat, portant sur la nouvelle structure du règlement écrit.

LE PROJET DE PLUiH

La communauté d'agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne, composée de 22 communes, 81 829 habitants, 40 278 logements et 40 707 emplois, est un territoire dynamique en termes économique, qui a su traverser la crise de 2010 en limitant les effets néfastes, avec une population restée stable et un nombre d'emplois revenu en 2017 à son niveau antérieur à la fermeture de l'usine Continental de Clairoux en 2010.

Ce territoire sensible d'un point de vue environnemental, aux atouts naturels indéniables, est particulièrement attractif car il reste à taille humaine et présente un cadre de vie exceptionnel avec la Forêt de Compiègne et de Laigue, les paysages de vallée (Oise, Aisne, Aronde, Automne) et coteaux, le patrimoine bâti de grande qualité. Il s'est développé tout en faisant face aux risques d'inondation des vallées de l'Oise, de l'Aisne, de l'Aronde et de l'Automne.

Il importe pour l'Agglomération de maintenir son rang de pôle économique d'excellence, et de profiter des grandes opportunités nationales et régionales : Action Cœur de Ville, Liaison Picardie-Roissy, Canal Seine Nord Europe / MAGEO, pour s'ouvrir davantage vers le reste de la Région.

C'est avec ces ambitions que le PLUiH de l'ARC a été construit. Celui-ci, conformément aux grandes orientations débattues dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et dans le respect des identités des communes, prévoit un développement raisonnable basé sur une croissance de la population de +0,5% par an, soit une production de 500 logements par an comprenant 452 logements neufs (dont 23% de logements locatifs publics), et 48 logements issus de changements d'usage et de sorties de vacance. La croissance portera aussi sur le nombre de création nette d'emplois, visée à 300 par an.

Pour faire face à ces projets, la consommation d'espace non urbain visée est limitée à 329 ha sur la durée du PLUiH soit dix années, ce qui est compatible avec le SCoT de l'ARC voté en 2012.

Le projet de l'ARC est à la fois sobre dans ses moyens, et ambitieux dans ses projections, respectueux de ses ressources et de l'environnement. Il vise le maintien de la hiérarchie urbaine avec une concentration des efforts de développement sur la partie centrale d'agglomération ; les pôles relais prennent part à cet effort dans le cadre de projets déjà anciens dans leur conception et en fonction des besoins ressentis, notamment le rééquilibrage social dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU. Les villages, quant à eux, préservent leur caractère patrimonial et les services à la population qui les composent, le cas échéant

accueillent des projets d'intérêt d'agglomération à raison de leur positionnement et des opportunités foncières. Les zones d'activité sont optimisées et, éventuellement, élargies sans nouvelle implantation géographique. La réglementation est harmonisée dans un souci à la fois de pédagogie, de sobriété et d'élargissement des capacités de construction, notamment dans le cadre de l'efficacité énergétique, toujours dans le respect du caractère architectural, paysager et environnemental des sites et secteurs.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été débattu au sein du Conseil municipal le 25 janvier 2018 et par le Conseil Communautaire le 16 février 2018. Il est articulé autour de trois axes, interdépendants, qui figurent la constance et la force moderne du projet d'agglomération depuis l'origine de l'intercommunalité :

Axe 1 : Contribuer à faire de l'ARC un territoire dynamique et attractif :

Il s'agit de faire évoluer et rayonner l'agglomération à partir de ses atouts existants, et de les développer.

L'ARC est intégrée à la modernité grâce aux réseaux numériques, et engagée dans l'innovation, grâce la présence de l'UTC, du centre d'innovation, de multiples acteurs de Recherche et Développement. Elle est largement investie par des acteurs économiques engagés. Sur la route de la troisième révolution industrielle, l'agglomération veut continuer d'offrir un terrain favorable au dynamisme de ce réseau, capable d'accompagner l'évolution des entreprises et du tissu économique, tout en assurant au mieux la sécurité des biens et des personnes face au risque d'inondation.

Axe 2 : Venir habiter et rester vivre dans l'ARC :

Il s'agit d'assumer positivement la place de l'ARC au centre de son bassin de vie, en y accueillant une population diversifiée. Produire suffisamment de logements, des logements adaptés, abordables, est donc une priorité majeure de la politique de l'ARC qui vise la solidarité avec les publics plus fragiles et un accueil plus large des familles. Les objectifs corrélés à cette ambition sont de mutualiser les services et d'optimiser les espaces et les déplacements ; de réhabiliter l'habitat existant en vue d'une meilleure performance énergétique et du bien-vivre avec l'autonomie et l'adaptation au vieillissement ; d'offrir des opportunités nouvelles dans les différentes communes, dans le respect de la hiérarchie urbaine convenue : 60% à 65 % de logements dans la partie centrale d'agglomération, 18 % à 20 % dans les pôles relais, 7 % à 10% dans les villages.

Axe 3 : Vivre en harmonie avec notre environnement :

Avec 85% du territoire occupé par la forêt, l'agriculture et l'eau, l'ARC détient un capital précieux qu'il convient de préserver et valoriser. Il s'agit d'encourager une gestion raisonnée des ressources naturelles et agricoles, de préserver le territoire du risque inondation, de limiter l'impact de l'empreinte humaine sur l'environnement, d'anticiper le changement climatique par des aménagements vertueux : nature en ville, facilitation des déplacements en mode doux, recherche d'économies d'énergie, utilisation de nouvelles ressources énergétiques propres, usage optimisé de l'eau : à chaque projet, l'ARC réfléchit à son impact environnemental et s'assure, ainsi que l'y encourage la loi, d'éviter, de réduire ou de compenser cet impact par de multiples actions.

Avec le Plan Global de Déplacements et le Programme Local de l'Habitat intégré, le PLUiH, ne s'arrête d'ailleurs pas simplement à définir l'usage du sol, mais aussi à encourager de nouvelles pratiques territoriales et à mobiliser des moyens opérationnels. L'ARC organise ainsi les transports collectifs gratuits, la location de vélos à bas coût, le développement de pistes cyclables, le transport des marchandises ; outre la construction de logements assurée dans les opérations de l'ARC ou avec son concours, la plateforme Habitat Rénové permet d'accompagner les particuliers dans leurs projets de rénovation de logement, et les entreprises qui souhaitent monter en compétences et prendre une plus grande part aux marchés de la réhabilitation sur le Compiégnois.

Avec le PLUiH, l'ARC met en ordre les outils et les règles qui permettront à chaque entreprise, chaque institution, chaque particulier, de participer pleinement au projet collectif d'une agglomération à la fois ambitieuse et sobre, un territoire en pleine prise avec son temps.

L'AVIS DE LA COMMUNE DE VERBERIE

La commune de Verberie, pôle relais, de l'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne émet les observations suivantes.

En terme d'habitat, l'objectif retenu pour la commune est de 72 logements dont 24 logements aidés dans les 6 prochaines années. Il convient donc de modifier le POA (Programme d'Orientations et d'Actions) en page 19 qui indique un objectif annuel de 10 logements alors qu'il devrait être de 12. Il s'agit d'un objectif non contraignant qui pourrait d'ailleurs être dépassé.

Les 48 logements de la résidence intergénérationnelle dont la construction a commencé fin 2018 pour une livraison début 2020 sont comptabilisés dans les 72 de l'objectif.

Le conseil municipal rappelle que le chiffre de 314 logements locatifs publics mentionné dans le PLUIH ne correspond pas au nombre de logements dit sociaux comptabilisés au titre de la loi SRU qui lui est bien supérieur.

La consommation foncière du territoire de la commune de Verberie est de 1,23 hectare au titre de l'habitat, 14,13 hectares au titre de l'activité économique et de 1,61 hectare pour les équipements publics, soit au total 16,97 hectares. Celle-ci pourra toutefois être légèrement ajustée à l'issue de l'enquête publique.

Ce PLUIH prend en compte des projets importants de la commune dont :

- une zone dédiée aux loisirs au nord de la commune sur les bords d'un étang de 43 hectares,
- une zone d'habitat au niveau du quartier de la gare (secteur avec OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation)
- une zone dédiée aux activités économiques à proximité du rondpoint Pierre Bataille (secteur avec OAP)
- une zone dédiée aux activités économiques sur la partie la plus à l'ouest de la main fermée (secteur avec OAP).

Compte tenu des remarques formulées ci-dessus et de leur prise en compte dans le PLUIH approuvé,

Le conseil municipal,

Entendu le rapport présenté par Monsieur le Président de séance,

Vu le dossier d'arrêt de projet du PLUIH de l'ARC,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme en date du 22 novembre 2018,

après en avoir délibéré, à main levée, 15 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions,

- émet un avis favorable au projet de plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat
- indique, que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie de Verberie, publiée au Recueil des actes administratifs de la commune.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.

Au cours de la présente séance ont été prises les délibérations n°10/2019 et n°11/2019. La décision n°01/2019 a également été présentée.

J. AINESI	M. ARNOULD	O. ARNOULD	D. BAROIN <i>Absente</i>	M.R BARBIER
M. BIEZ <i>absent</i>	L. BOMMELAER	R. BROUILLARD	A. CARPENTIER	M. CLAux
D. COULLET <i>absente et excusée</i>	J-J Cournil	L. DUMONT <i>absente et excusée</i>	E. FAGOT <i>absente</i>	S. FOURDRIN- DELBART <i>absente</i>
P. FLOURY	N. GALCZYNSKI	L. GROBON <i>absente et excusée</i>	C. LAMY	J.C. LEMERCIER <i>absent</i>
M-F MERLIN	F. PAGNIER	Ph. RABBE <i>absent</i>	C. RAGUIDEAU- DAVIDOVICS	F. RAHOUI
P. SAUVAGE <i>absent</i>	P. STEFFEN			

Le Maire constate que le compte rendu de la séance du 11 mars 2019 a été affiché à la porte de la mairie le